

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER

L'an deux mille vingt-deux, le dix-neuf juillet à dix-sept heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique salle du Conseil Municipal (Hôtel de Ville), sous la présidence de M. Quentin BRIERE, Maire, en suite de la convocation faite le 13 juillet 2022

Présents :

M. BRIERE, Maire

Mme BLANC, M. KAHLAL, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RAIMBAULT, M. VAGLIO,
Adjoints au Maire

Mme ABA, Mme AUBRY, Mme BIGUENET, M. BOUZON, Mme CHEVILLON, Mme COLLET, Mme DE CHANLAIRE, M. CORNUT-GENTILLE, Mme DONATO, M. DREHER, Mme GAILLARD, Mme GARCIA, M. HAMMADI, M. KARATAY, Mme KREBS, Mme LE MOGUEN, M. LESAGE, M. LISSY, M. MONCHANIN, Mme PEYRONNEAU, Mme THIEBLEMONT, Mme VARNIER

Excusés : Mme CLAUSSE, M. DAVAL, M. GARNIER, Mme GUINOSEAU, M. OLIVIER, M. OUALI, M. OZCAN

Ont donné procuration :

Mme CLAUSSE à M. VAGLIO

M. DAVAL à M. KARATAY

M. GARNIER à Mme BLANC

Mme GUINOSEAU à M. RAIMBAULT

M. OUALI à Mme ABA

M. OZCAN à M. BRIERE

M. OLIVIER à M. CORNUT-GENTILLE

Secrétaire de séance : M. DREHER

N°57-07-2022

BUDGET PRINCIPAL – DECISION MODIFICATIVE N° 3 - EXERCICE 2022

Rapporteur : M. RAIMBAULT

La présente décision modificative n° 3 de l'exercice 2022 du budget principal de la Ville de Saint-Dizier a pour objet d'ajuster les crédits pour tenir compte de :

- l'annulation de titres émis, compensés par des reprises sur provisions ;
- la constitution d'une provisions pour dépréciation de créances.

Dans le cadre des travaux de réfection du centre nautique de Saint-Dizier, la société BVL a été condamnée solidairement avec la société RONZAT et BMT (Bernt-Morillon-Thouveny) à prendre charge des désordres liés à des infiltrations d'eau.

Au cours de la procédure, la Ville avait émis un titre de recette à leurs encontre à hauteur de 1 164 933,18 €. Au regard de la procédure judiciaire engagée à l'époque, la Ville avait provisionné cette somme pour se prémunir du risque de non-paiement.

En parallèle, une procédure en responsabilité a été lancée à l'encontre de Groupama, en qualité d'assureur de la société RONZAT. Un titre de recette a également été émis à son encontre, ainsi qu'une dotation aux provisions à hauteur de la somme concernée.

La procédure judiciaire a permis de fixer le montant définitif du préjudice à 1 083 422,66 €. Un titre de ce montant a donc été émis et provisionné par la Ville. En définitive, Groupama a réglé 1 083 422,66 € à la Ville.

Le titre de recette d'un montant de 1 164 933,18 € n'a plus d'objet puisque l'assureur de l'entreprise a réglé la créance. Les provisions n'ont également plus d'objet puisque le processus judiciaire est arrivé à son terme.

Plusieurs titres de recettes doivent également être annulés :

- le recouvrement de créances antérieures à 2010 semblent peu probable ;
- des astreintes au titre de travaux de démolition pour construction illégale ont été émises jusqu'en 2016 alors que la compétence avait été transférée à l'Etat.

Enfin, pour le solde de l'opération, il est proposé de constituer une dotation aux provisions pour dépréciation de créance. L'objectif est de se prémunir du risque de non-recouvrement de créances anciennes.

La décision modificative s'équilibre en recettes et en dépenses pour la section de fonctionnement. La section d'investissement n'est pas concernée.

SECTION D'INVESTISSEMENT DETAIL DES CHAPITRES

Chapitres	Fonctions	Natures	Libellés	Dépenses	Recettes
<i>Annulation du titre émis à l'encontre de la société d'architecture BVL et reprises sur provisions afférentes à la procédure judiciaire</i>					
67	4132	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 164 933,18	
78	4132	7875	Reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnels		1 164 933,18
78	4132	7875	Reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnels		1 083 422,66
<i>Annulation d'autres titres de recettes</i>					
67	8240	678	Autres charges exceptionnelles	1 013 105,13	
<i>Constitution d'une dotation aux provisions pour dépréciation de créances</i>					
68	01	6875	Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnels	70 317,53	
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT				+2 248 355,84	+2 248 355,84

Vu les articles L 2311-1, L.2311-3, L 2311-7 alinéa 2, L 2312-1 et L 2312-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 03-02-2022 du 7 février 2022 adoptant le Budget Primitif 2022 du budget principal de la Ville de Saint-Dizier,

Vu la délibération n° 24A-05-2022 du 5 mai 2022 adoptant la décision modificative n°1 du budget principal de la Ville de Saint-Dizier,

Vu la délibération n° 41-06-2022 du 30 juin 2022 adoptant la décision modificative n°2 du budget principal de la Ville de Saint-Dizier,

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter par chapitre la présente décision modificative n° 3 du budget principal de la Ville de Saint-Dizier telle qu'elle est présentée ci-dessus.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide d'approuver ces propositions par **33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS (M. BOUZON – Mme DONATO)**

Pour extrait conforme,

Pour le Maire et par délégation
Karine ASSIER
Directrice Générale Déléguée